

savoir un programme complet de logement, et d'autres avantages qu'il n'a pas mentionnés tels qu'un régime scolaire et universitaire complet au Canada et un régime approprié d'assurance frais médicaux. Le seul moyen d'aboutir à ces résultats est d'avoir à notre disposition une très large portion des épargnes du peuple canadien. C'est le seul remède aux conditions rurales mentionnées l'autre jour par le ministre des Forêts (M. Sauvé).

Le programme de remise en valeur des terres agricoles exigera des fonds publics considérables. J'espère que ces fonds seront placés de façon à convertir en régions économiques viables, pour ceux qui les habitent à l'heure actuelle, les régions rurales plongées dans le marasme. Le député de Northumberland a déclaré que le principal péché du gouvernement—et j'ignore pourquoi il a choisi celui-là plutôt qu'un autre—est qu'il a refusé aux constructeurs et propriétaires éventuels de maisons les prêts hypothécaires nécessaires. Dans un sens large, on peut dire que c'est le gouvernement qui en est la cause; mais à mon avis, la responsabilité est encore plus étendue que cela.

Je suis profondément troublé de constater que, dans ma propre province de la Colombie-Britannique, les investissements dans nos importantes industries minières se font sans tenir compte de l'idée d'une économie équilibrée ou de l'accroissement de l'équipement social qui devrait épauler ces placements. Je suppose, monsieur l'Orateur, qu'un des problèmes touchant les fonds destinés au logement provient du fait que ni le gouvernement actuel, ni le gouvernement conservateur précédent, ni le gouvernement libéral d'avant, n'ont jugé bon de prendre les mesures nécessaires pour détourner vers le Trésor public une plus grande proportion des fonds qui vont grossir à l'heure actuelle les trésors de ces énormes sociétés privées engagées notamment dans les industries minières de l'Ouest du Canada et aussi d'une partie du Centre et de l'Est.

C'est bien entendu, sur ce point, que notre parti se distingue du parti libéral et conservateur. Nous ne croyons pas juste que l'économie du pays soit exploitée principalement à l'avantage d'un certain nombre de riches qui possèdent et contrôlent nos entreprises productives. Nous soutenons que ces entreprises devraient servir au peuple canadien et que celui-ci devrait avoir son mot à dire concernant la destination des bénéfices de nos entreprises productrices. Ces bénéfices ne devraient pas, comme l'a proposé le député de Northumberland, être canalisés dans

[M. Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles).]

les mêmes voies que les épargnes du détenteur canadien d'une police d'assurance, mais se diriger vers les richesses véritables.

Notre épargne nationale, qui est prodigieuse, est possédée par les grosses sociétés, et lorsque celles-ci sont étrangères, elles sont en grande partie responsables de la condition déplorée tant par l'actuel ministre des Finances que par son prédécesseur—le contrôle de plus en plus étendu de l'industrie canadienne par des étrangers. C'est à partir de ce point, à mon avis, que les fonds doivent être détournés des entreprises privées vers des entreprises publiques, pour nous permettre d'attaquer le problème de l'insuffisance de logements et d'autres problèmes dans diverses régions du pays.

Selon moi, il est étrange qu'il existe en même temps au Canada une pénurie de travailleurs spécialisés et quelque—je n'ai pas les chiffres exacts—300,000 chômeurs. Il semble évident qu'aucune tentative réelle n'a été faite pour s'attaquer au problème de la fourniture de travailleurs spécialisés au sein de notre économie tout en s'occupant du problème du chômage. Je partage l'opinion du député de Northumberland selon qui il y a, au moins dans certaines parties du Canada, une grave insuffisance de fonds pour les projets d'habitation, et je suis sûrement d'accord avec lui pour dire qu'une grande quantité de ces fonds devrait être affectée aux logements à prix modique et moyen. Je ne suis pas sûr que sa théorie selon laquelle nous devrions encourager les gens à être propriétaires soit bien fondée. L'idée me plaît; je suis moi-même propriétaire et je ne voudrais pas qu'il en soit autrement. Cependant, à notre époque, vu la croissance des grandes agglomérations urbaines, je me demande si cette pratique pourra se poursuivre longtemps encore et si les Canadiens ne feraient pas mieux de se modeler sur l'exemple donné par l'Europe où depuis bon nombre de décennies, les gens vivent en appartement et comptent le faire toute leur vie. Il n'y a aucune raison pour que nos appartements n'aient pas tout le confort nécessaire à une famille. Au Canada, nous nous sommes peut-être laissés dépasser à cet égard.

● (4.10 p.m.)

Trop nombreux sont les propriétaires de maisons de rapport qui affichent des enseignes «On n'accepte pas les enfants». Je ne vois pas pourquoi, d'ailleurs, les plans des unités d'habitation ne pourraient être dessinés de manière à répondre aux besoins des jeunes familles en y prévoyant des terrains de jeu, des zones et des installations pour les loisirs